



**Présentation au Comité permanent des finances  
de la Chambre des communes sur les  
consultations pré-budgétaires de 2014 par  
l'Alliance de la Fonction publique du Canada  
Août 2014**

*L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) est le plus important syndicat de la fonction publique fédérale, représentant plus de 180 000 personnes d'un océan à l'autre. Même si la majorité des membres de l'AFPC travaillent pour le gouvernement fédéral et ses organismes, l'Alliance représente aussi des travailleurs du secteur privé, des gouvernements territoriaux et de l'ensemble du secteur public, y compris les universités.*

## **Sommaire**

Après plusieurs années passées à éviscérer les services publics sur lesquels comptent les Canadiens, le gouvernement fédéral doit abandonner les politiques à court terme qui érodent encore davantage ces services et font des travailleurs et des retraités des boucs émissaires.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral se concentre sur la réelle création d'emplois et la croissance économique grâce aux moyens suivants :

- mettre un terme au gel des dépenses liées aux budgets ministériels et offrir les programmes et les services publics nécessaires;
- mettre un terme aux réductions de l'impôt des entreprises de façon à ce que les sociétés paient leur juste part et en augmentant les taux d'imposition des entreprises afin d'obtenir les revenus nécessaires pour que le gouvernement puisse investir dans l'infrastructure et les programmes publics;
- restaurer le programme du fonds de l'assurance-emploi pour offrir une aide réelle aux travailleurs qui se retrouvent au chômage, plutôt que d'utiliser les fonds excédentaires pour éponger le déficit fédéral;
- investir les fonds nécessaires pour permettre à l'Agence du revenu du Canada de pourchasser les personnes fortunées et les sociétés qui s'adonnent à la fraude fiscale.

## **Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique**

L'obsession du gouvernement pour la réduction agressive du déficit se fait au détriment de la création d'emploi et de la croissance économique réelle. Le gouvernement encense le fait que le déficit représentera 27 % du PIB d'ici 2017, le plus faible pourcentage parmi les autres pays du G-20, même si la dette actuelle du Canada représentant 33 % du PIB est déjà très faible par rapport aux normes internationales.

En date de juin 2014 (plus récentes données disponibles au moment de la rédaction du présent document), le taux de chômage au Canada était de 7,1 %. L'emploi n'a augmenté que de 0,4 %, ou 72 000 emplois, par rapport à l'année dernière. Selon Statistique Canada, « Il s'agit du taux de croissance sur 12 mois le plus faible depuis février 2010, lorsque la croissance sur 12 mois de l'emploi a repris après le ralentissement du marché du travail de 2008-2009 ». Le plus récent taux de chômage

chez les jeunes s'élevait à 13,4 %. De plus en plus d'emplois sont à temps partiel, temporaires et précaires. De plus, ces chiffres ne prennent pas en considération les travailleurs découragés qui ont abandonné ou les personnes travaillant à temps partiel qui souhaitent un travail à temps plein et en ont besoin.

Toutefois, bien que le taux de chômage augmente, Statistique Canada a récemment déclaré que le nombre de personnes qui reçoivent de l'AE a diminué de plus de 12 000 travailleurs, la plus importante diminution en deux ans. En mai, seulement 37,5 % des travailleurs sans emploi recevaient de l'AE et ce, malgré les taux de cotisation qui rendent l'AE plus que solvable; si solvable, en fait, que le gouvernement n'a aucun remords à l'utiliser pour compenser le déficit fédéral.

Parallèlement, le redressement réel du PIB au Canada à la suite du plus récent ralentissement économique a été le plus faible en 30 ans. La taille du gouvernement fédéral est la plus réduite en 70 ans par rapport à l'économie. De 1983 à 2010, la population canadienne a augmenté de près de 34 %, passant de 25,4 millions à 34 millions, alors que la taille de la fonction publique au cours de cette période a augmenté de 12,7 %. Le PIB réel a augmenté de presque 100 % depuis 1983, alors que les dépenses des programmes fédéraux n'ont augmenté que de 60,9 %.

Les taux d'imposition des entreprises et des plus riches ont été réduits alors que l'utilisation d'échappatoires fiscales et de paradis fiscaux a proliféré. Les recettes fiscales du gouvernement fédéral dépendent de plus en plus de l'impôt sur le revenu des particuliers. Pendant ce temps, malgré des profits records, les sociétés ne comptent que pour 13,6 % des revenus du gouvernement fédéral provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés.

En plus de réduire les revenus, il est maintenant évident que les réductions de l'impôt sur les sociétés n'ont pas favorisé la création d'emplois ou généré une augmentation des investissements dans la technologie, l'équipement ou la formation. Les données de Statistique Canada pour le dernier trimestre de 2013 montrent que les entreprises canadiennes reposent sur des réserves de liquidité, ou argent non utilisé. C'est plus que la dette fédérale. Pendant ce temps, Statistique Canada rapporte aussi que le nombre d'emplois à temps partiel et au salaire minimum augmente sans cesse.

Il y a des solutions de rechange aux compressions dans les services publics et dans l'impôt sur les sociétés qui non seulement stimuleraient la croissance économique, mais accorderaient aussi la priorité aux besoins des Canadiens. L'augmentation du taux d'imposition sur les sociétés, si minime soit-elle, fournirait les fonds nécessaires pour investir dans l'infrastructure publique et maintenir, améliorer et créer des programmes sociaux importants. Les investissements dans l'infrastructure et les services publics favoriseraient la stabilité de l'emploi et créeraient des débouchés plus que nécessaires pour les jeunes travailleurs.

## **Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation**

Le budget fédéral de 2014 réitérait les réductions prévues aux budgets précédents et confirmait que les gels des dépenses opérationnelles demeuraient en place pour les deux prochaines années. Cela signifie des réductions de 1,6 milliard de dollars pour des ministères déjà éprouvés par des années de suppressions d'emplois importantes, des programmes et des services. En 2014 seulement, les ministères fédéraux devront se plier à la mise en application de réductions des dépenses de programmes de 14 milliards de dollars annoncées précédemment. Le Centre canadien de politiques alternatives estime que ces réductions ont entraîné la perte de 26 000 emplois à temps plein au sein du gouvernement fédéral depuis 2012, ce qui laisse beaucoup moins de travailleurs pour offrir les services dont ont besoin les Canadiens.

Ces réductions et les autres à venir touchent certaines personnes parmi les plus vulnérables au Canada. Voici des exemples.

- La fermeture de neuf bureaux de district d'Anciens Combattants Canada a aggravé une pénurie existante de travailleurs de première ligne pour offrir aux anciens combattants et à leur famille les services en personne qu'ils méritent et dont ils ont besoin. Ces services en personne sont remplacés par des outils en ligne que beaucoup d'anciens combattants affirment ne pas pouvoir ou simplement ne pas vouloir utiliser. Le personnel des centres de Services Canada ne reçoit pas la formation nécessaire pour acquérir l'expertise approfondie et les connaissances sur les programmes et les services requises pour aider les anciens combattants. Ces derniers ont aussi été touchés par les primes du Régime de soins de santé de la fonction publique qui ont doublé.
- La salubrité alimentaire est une responsabilité gouvernementale essentielle. Depuis 2012 le gouvernement fédéral a supprimé 308 emplois de travailleurs qui procédaient à des travaux d'inspection de première ligne ou offraient du soutien en la matière. Le budget fédéral de 2014 annonçait l'embauche de 200 personnes, mais le Syndicat de l'Agriculture de l'AFPC affirme que ces travailleurs ne feront pas d'inspections de première ligne. Ils formeront plutôt des équipes de vérification qui joueront un rôle de surveillance. Bien qu'il s'agisse d'un travail important, il ne peut compenser les réductions dans la réalisation d'inspections pratiques d'aliments de première ligne.
- Après avoir ignoré les avertissements des experts partout au pays et avoir fermé des stations de recherche et de sauvetage à St. John's et Kitsilano, le gouvernement a annoncé un crédit d'impôt pour les bénévoles en recherche et sauvetage, comme ceux de la Garde côtière auxiliaire. Ces bénévoles – dont certains sont membres de l'AFPC – effectuent un travail crucial, mais ils savent qu'ils ne peuvent compenser la perte de professionnels formés ou la fermeture des stations de recherche et de sauvetage.

- Plutôt que d'améliorer l'accès aux prestations d'AE pour les chômeurs, le gouvernement s'est concentré sur des améliorations à petite échelle qui auront une faible incidence mesurable sur le gagne-pain des Canadiens occupant un emploi précaire. En plus de compliquer l'accès à l'AE, rien n'a été fait pour réduire les retards causés par la réduction du nombre d'employés assurant des fonctions comme le traitement des demandes d'AE et l'envoi des chèques. Cela signifie que les personnes qui, par exemple, n'arrivent pas à trouver d'emploi ou qui partent en congé de maternité, continueront de connaître des retards et des difficultés inutiles.
- Le gouvernement parle beaucoup des jeunes travailleurs, mais n'offre aucun moyen significatif de lutter contre le taux de chômage de 14 % chez les jeunes Canadiens. Sa seule réponse consiste à financer 3 500 stages pour les jeunes, une mesure qui s'applique à moins de 1 % des 384 000 jeunes Canadiens âgés de 20 à 29 ans qui étaient au chômage en janvier cette année. Cette mesure ne fera à peu près rien pour alléger la dette étudiante de 15 milliards de dollars qui reposent sur les épaules des familles canadiennes, malgré la préoccupation publique reconnue liée au déclin constant de l'accessibilité à une formation postsecondaire.
- Jusqu'à maintenant, le gouvernement a toujours refusé de s'engager dans un programme national de garderies et d'éducation préscolaire, qui s'avère pourtant plus que rentable. Laissant de côté l'accès à des programmes de garde d'enfants de qualité, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, représentant un maigre 1 200 \$ par année par enfant, ne contribue guère à assumer les coûts réels découlant de la garde d'enfants, qui peuvent s'élever à plus de 20 000 \$ par année dans certaines provinces.
- Le gouvernement affirme qu'il s'attaque à la violence faite aux femmes et aux filles autochtones en soutenant les travaux menés par le Comité spécial sur la violence faite aux femmes autochtones du Parlement. Pourtant, il continue d'ignorer les demandes de l'Association des femmes autochtones du Canada relatives à une enquête fédérale sur les cas de femmes et de filles autochtones disparues ou assassinées. L'Association a documenté 582 cas jusqu'à maintenant et soutient que d'autres vies seront enlevées si aucune mesure réelle n'est mise en œuvre.

Le prochain budget fédéral doit mettre un terme au gel des dépenses ministérielles et restaurer les services publics nécessaires pour garantir la santé et le bien-être des Canadiens.

### **Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures**

Voici deux exemples où des investissements du gouvernement fédéral permettraient de créer des emplois, de protéger l'environnement et de soutenir les collectivités locales.

- Après avoir réduit les services de Parcs Canada, réduit l'accès aux parcs nationaux et éliminé les protections environnementales, le gouvernement n'a investi que 1 million de dollars pour 2014-2015 et 4 millions de dollars pour 2015-2016 sur le total promis de 391 millions de dollars pour les infrastructures (routes, ponts et voies navigables) qui doivent être affectés en 2016 et par la suite. Le canal Rideau à lui seul a besoin d'environ 104 millions de dollars pour de l'entretien et des réparations qui tardent à être réalisés. La voie navigable Trent-Severn et le réseau du canal Lachine sont aussi en très mauvais état. En outre, les coupes dans le personnel responsable de la gestion des eaux des canaux font courir des risques aux collectivités qui vivent le long des voies navigables.
- Le gouvernement n'a pas reconnu l'importance de la conservation de la nature dans les parcs nationaux, malgré une conclusion du Commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada à savoir que l'état de santé de 43 % des écosystèmes des parcs nationaux est en déclin. Le Commissaire a conclu que les récentes restrictions budgétaires imposées à Parcs Canada ont grandement entravé la capacité de l'Agence de réaliser son mandat consistant à maintenir et restaurer l'intégrité écologique de nos parcs nationaux.

### **Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation**

Canadiens pour une fiscalité équitable estime que les paradis fiscaux internationaux coûtent à eux seuls au moins 7,8 milliards de dollars annuellement au Canada. Il faut comparer la décision du gouvernement de donner à l'Agence du revenu du Canada 13 millions de dollars pour procéder à la vérification des organismes de bienfaisance et des organismes sans but lucratif à la décision du budget fédéral de 2013 d'affecter 15 millions de dollars sur cinq ans afin d'enquêter sur l'évasion fiscale à l'étranger. La fin du gel des dépenses ministérielles et la création, plutôt que la réduction, des fonctions de vérification à l'ARC offrent la possibilité d'améliorer de façon importante le recouvrement des recettes.

### **Conclusion**

Le gouvernement fédéral a une nouvelle occasion de favoriser une vision positive pour le Canada en investissant dans l'avenir dans le cadre de son budget de 2015. La situation économique du Canada permet au gouvernement d'en faire plus pour restaurer les programmes et les services dont ont besoin les Canadiens et leurs

collectivités. Le temps est venu d'adopter un budget fédéral axé sur l'amélioration de la vie des Canadiens plutôt que de dégrader encore davantage les services publics.